

Appel des Printemps du Droit

Nous, acteurs ou observateurs du Droit -national, européen et international-, réunis à l'occasion de la troisième édition des Printemps du Droit à Paris, exprimons notre profonde inquiétude à la lecture de la lettre ouverte signée le 22 mai 2025 par neuf chefs de gouvernement d'États membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne qui traduit une volonté de remise en cause des droits humains.

Les projets européens -du Conseil de l'Europe à l'Union européenne- sont nés de l'impérieuse nécessité de sauvegarder, en toutes circonstances, l'égalité de dignité de tous les êtres humains. Les logiques de déshumanisation qui ont dévasté l'Europe resurgissent lorsque sont désignés au sein de la communauté humaine les amis et les ennemis, les bons et les mauvais. Il n'y a pas de « wrong people ». Il n'y a que des personnes.

C'est avec effroi que nous voyons ces logiques revendiquées aujourd'hui par des gouvernements d'États membres des deux Europe.

La valeur et le principe de l'égalité de dignité sous-tendent les traditions constitutionnelles communes des États membres de l'Union européenne, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et, avant elle, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Cour européenne des droits de l'homme est l'un des piliers de la protection de ces valeurs communes. Elle est partie intégrante de l'État de droit en Europe. Son action constitue une garantie indispensable pour les droits humains et la démocratie.

L'ingérence institutionnelle organisée par des chefs de gouvernement et les pressions politiques qu'ils exercent sur une institution indépendante et impartiale, que les États ont précisément instaurée pour contrôler leur action, est intolérable.

Il ne faut pas s'y tromper : il ne s'agit pas d'un exercice légitime de critique des décisions judiciaires, mais d'une atteinte à l'indépendance de la Cour qui ne peut qu'affecter gravement son bon fonctionnement par la négation de tous les principes qui fondent et légitiment l'État de droit.

Nous appelons l'ensemble des institutions et acteurs nationaux, européens et internationaux à protéger fermement l'apport fragile mais irremplaçable de la Cour européenne des droits de l'homme.

Paris, mai 2025.

Signataires :

ALIX, Julie, Professeure de droit, Université Paris Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, Président de la Société internationale de défense sociale, Recteur honoraire de l'Université de Castilla-La Mancha, Espagne.

BERNS, Thomas, Philosophe, Doyen de la Faculté de Philosophie et Sciences Sociales de l'Université Libre de Bruxelles.

BABA, Sébastien, Doctorant, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, Enseignant-Chercheur.

BRUTUS, Guillaume, Citoyen européen.

CAHN, Olivier, Professeur de droit pénal, Université Paris Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, Professeur de droit pénal à l'Université Autonome de Madrid.

COLACURCI, Marco, Chercheur en droit pénal, Université de Campanie (Italie).

COTTE, Bruno, Président de chambre honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation (France), Ancien président de chambre de première instance à la Cour pénale internationale.

D'AMBROSIO, Luca, Chercheur associé à l'IREN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, Professeur de droit pénal, Université Paris Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, Professeur à l'Université de Nantes.
 DI MARTINO, Alberto, Full professor of Criminal Law, Sant'Anna School of Advanced Studies, Pisa, Italy.
 FRONZA, Emanuela, Professeure associée de droit pénal, Alma Mater Studiorum-Université de Bologne, Italie.
 GIUDICELLI André, Professeur à l'Université de Corte.
 GIUDICELLI Geneviève, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
 GHINSBERG, Jean-Michel, Avocat Honoraire, Trésorier du fonds de dotation Second Souffle.
 GREBENYUK, Iryna, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Picardie Jules Verne.
 GIRARD, Charlotte.
 GUILLAUMOND, Robert, Docteur en droit. Avocat Honoraire (Barreau de Paris).
 HE, Linxin, Professeur de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Strasbourg.
 IBRAHIM, Darine, Docteure en droit.
 JEBBERGER, Florian, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Humboldt de Berlin
 LAZERGES, Christine, Professeure émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancienne présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).
 LOCHAK, Danièle, Professeure émérite de droit public de l'université Paris Nanterre.
 MARTIN-CHENUT, Kathia, Directrice de recherche au CNRS, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme.
 NIETO MARTÍN, Adán, Directeur de l'Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.
 PERRUSO, Camila, Maitresse de conférences, Université de Montpellier Paul-Valéry.
 PETTITI, Laurent, Avocat au barreau de Paris.
 PIETRI, Pauline, Étudiante en Master 2 Droit des communications électroniques.
 ROTH, Robert, Professeur honoraire, Université de Genève.
 SCOTTE, Manon, Doctorante en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Lille.
 SICURELLA, Rosaria, Professeur de droit pénal, Université de Catane.
 SOTIS, Carlo, Directeur du Département des sciences juridiques, sociales et pédagogiques- DIKE à l'Université de la Tuscia, Italie.
 TEITGEN-COLLY, Catherine, Professeure émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
 TULKENS, Françoise, Ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme, professeure émérite de l'Université catholique de Louvain.
 TRICOT, Juliette, Enseignante-Chercheuse, Université Paris Nanterre.
 VAILHE, Judith, Magistrat.
 VITTI, Selena, Doctorante en droit pénal, Université Milano-Bicocca et Université de Münster.
 ZEROUKI, Djoeur, Maître de conférences HDR en droit privé et sciences criminelles, Université Jean Monnet Saint-Etienne.
 ZIRULIA, Stefano, Professeur associé de droit pénal, Université de Milan.

Appello di *Les Printemps du Droit*

Noi, giuristi, operatori e osservatori del diritto nazionale, europeo e internazionale, riuniti a Parigi in occasione della terza edizione de *Les Printemps du Droit*, esprimiamo la nostra profonda preoccupazione per la lettera aperta firmata il 22 maggio 2025 da nove capi di governo di Stati membri del Consiglio d'Europa e dell'Unione Europea, che riflette la volontà di mettere in discussione i diritti umani.

I progetti europei - dal Consiglio d'Europa all'Unione Europea - sono nati dalla necessità imperativa di salvaguardare, in ogni circostanza, la pari dignità di tutti gli esseri umani. La logica della disumanizzazione che ha devastato l'Europa riemerge quando si designano amici e nemici, buoni e cattivi, all'interno della comunità umana. Non esistono "persone sbagliate". Ci sono solo persone.

È con orrore che vediamo queste logiche affermate oggi da governi degli Stati membri di entrambe le Europee.

Il valore e il principio della pari dignità sono alla base delle tradizioni costituzionali comuni degli Stati membri dell'Unione europea, della Carta dei diritti fondamentali dell'Unione europea e, prima ancora, della Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali.

La Corte europea dei diritti dell'uomo è uno dei pilastri della tutela di questi valori condivisi. È parte integrante dello Stato di diritto in Europa. La sua azione è una garanzia indispensabile per i diritti umani e la democrazia.

L'interferenza istituzionale organizzata dai capi di governo e la pressione politica che esercitano su un'istituzione indipendente e imparziale, che gli Stati hanno creato proprio per monitorare le loro azioni, è intollerabile.

Occorre fugare subito ogni dubbio: non si tratta di un legittimo esercizio di critica delle decisioni giudiziarie, ma di un attacco all'indipendenza della Corte che può solo compromettere seriamente il suo corretto funzionamento, negando tutti i principi che sostengono e legittimano lo Stato di diritto.

Chiediamo a tutte le istituzioni e agli attori nazionali, europei e internazionali di difendere con fermezza il fragile ma insostituibile contributo della Corte europea dei diritti dell'uomo.

Parigi, maggio 2025.

Firmatari :

ALIX, Julie, professore di diritto, Università di Parigi Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, Presidente della Società Internazionale di Difesa Sociale, Rettore onorario dell'Università di Castilla-La Mancha, Spagna.

BERNS, Thomas, filosofo, decano della Facoltà di Filosofia e Scienze Sociali dell'Università Libera di Bruxelles.

BABA, Sébastien, dottorando, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, docente-ricercatore.

BRUTUS, Guillaume, cittadino europeo.

CAHN, Olivier, professore di diritto penale, Università di Parigi Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, professore di diritto penale presso l'Università Autonoma di Madrid.

COLACURCI, Marco, Ricercatore in diritto penale, Università degli Studi della Campania "Luca Bagnolo", Napoli (Italia).

COTTE, Bruno, Presidente onorario della Camera Penale della Corte di Cassazione (Francia), ex Presidente della Camera Penale della Corte Penale Internazionale.

D'AMBROSIO, Luca, ricercatore associato presso l'IREN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, professore di diritto penale, Università di Parigi Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, professore all'Università di Nantes.

DI MARTINO, Alberto, Professore ordinario di Diritto penale, Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, Italia.

FRONZA, Emanuela, Professore associato di Diritto penale, Alma Mater Studiorum-Università di Bologna, Italia.

GIUDICELLI André, professore all'Università di Corte.

GIUDICELLI Geneviève, professore emerito all'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne.

GHINSBERG, Jean-Michel, avvocato onorario, tesoriere del fondo di dotazione del Second Souffle.

GREBENYUK, Iryna, docente senior di diritto privato e scienze penali presso l'Università della Piccardia Jules Verne.

GIRARD, Charlotte.

GUILLAUMOND, Robert, dottore in giurisprudenza. Avvocato onorario (foro di Parigi).

HE, Linxin, professore di diritto privato e scienze penali all'Università di Strasburgo.

IBRAHIM, Darine, dottore in legge.

JEBBERGER, Florian, Professore presso la Facoltà di Giurisprudenza dell'Università Humboldt di Berlino

LAZERGES, Christine, professore emerito dell'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne, ex presidente della Commissione consultiva nazionale per i diritti umani (CNCDH).

LOCHAK, Danièle, professore emerito di diritto pubblico all'Università di Parigi Nanterre.

MARTIN-CHENUT, Kathia, direttrice di ricerca presso il CNRS, membro della Commissione consultiva nazionale per i diritti umani.

NIETO MARTÍN, Adán, Direttore dell'Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.

PERRUSO, Camila, Docente, Università di Montpellier Paul-Valéry.

PETTITI, Laurent, membro del foro di Parigi.

PIETRI, Pauline, studente del Master 2 in Diritto delle comunicazioni elettroniche.

ROTH, Robert, professore onorario dell'Università di Ginevra.

SCOTTE, Manon, dottoranda in diritto privato e scienze penali all'Università di Lille.

SICURELLA, Rosaria, Professore di Diritto penale, Università di Catania.

SOTIS, Carlo, Direttore del Dipartimento di Scienze Giuridiche, Sociali ed Educative - DIKE dell'Università della Tuscia, Italia.

TEITGEN-COLLY, Catherine, professore emerito all'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne.

TULKENS, Françoise, ex giudice della Corte europea dei diritti dell'uomo, professore emerito dell'Università Cattolica di Lovanio.

TRICOT, Juliette, docente e ricercatrice, Université Paris Nanterre.

VAILHE, Judith, magistrato.

VITTI, Selena, dottoranda in diritto penale, Università di Milano-Bicocca e Università di Münster.

ZEROUKI, Djoheur, docente senior di diritto privato e scienze penali, Università Jean Monnet di Saint-Etienne.

ZIRULIA, Stefano, Professore associato di Diritto penale, Università degli Studi di Milano.